



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 31 mars 2016

Discours de Manuel VALLS, Premier ministre

Etat et Régions : ensemble pour l'emploi

Mercredi 30 mars 2016

Monsieur le président de l'Association des Régions de France, cher Philippe RICHERT,
Mesdames, messieurs,

Notre pays fait face à deux grands défis.

D'abord la sécurité, la lutte contre le terrorisme, pour lequel nous sommes, bien sûr, pleinement mobilisés.

Et le second défi, une grande préoccupation – principale préoccupation – de nos compatriotes, c'est la croissance, et l'emploi, pour lesquels nous devons faire encore plus. C'est pourquoi, en signant il y a quelques secondes une plateforme d'engagement, l'Etat et les régions ont décidé aujourd'hui d'unir davantage leurs forces.

Je veux saluer cette décision. Elle montre que nous pouvons avancer ensemble pour répondre aux priorités des Français.

*

Cette signature s'inscrit dans la continuité de la réforme territoriale que nous avons souhaitée.

Cette réforme, grâce à de nouvelles grandes régions plus fortes, aux compétences renforcées, à des métropoles et à des intercommunalités aux compétences clarifiées, grâce à un Etat territorial repensé, doit donner plus de moyens et d'actions.

Dorénavant, les grandes régions ont des leviers puissants pour mener des politiques publiques sur leurs territoires. Je pense bien sûr à la formation, à l'apprentissage, au développement économique.

*

Dès l'élection des nouveaux présidents et présidentes de région, j'ai souhaité les recevoir individuellement. Ces rendez-vous sont la preuve d'un changement de pratique qu'il faut prolonger et ne jamais oublier. Je veux – nous voulons – établir une nouvelle relation entre l'Etat et les régions ; une relation dans laquelle les responsabilités de chacun sont clairement définies, afin de mieux servir l'intérêt général et de respecter le fait régional.

Trop souvent, nous perdons en efficacité, car nous ne savons pas bien qui fait quoi, ou parce que chacun fait une partie de son côté, alors qu'il serait mieux de faire ensemble ! Mieux faire ensemble : tel est l'objectif.

Un séminaire réunissant l'ensemble des exécutifs régionaux et les membres du gouvernement s'est tenu, vous le savez, le 2 février dernier. A cette occasion, au moment d'un déjeuner, le président de la République a invité solennellement les régions à s'engager en faveur du plan d'urgence pour l'emploi.

*

Une première étape a été franchie, avec notamment les 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi.

L'objectif, c'est bien d'investir massivement pour que les personnes au chômage depuis longtemps, souvent peu qualifiées, apprennent un métier dans les domaines qui, aujourd'hui, peinent à recruter – je pense aux secteurs des aides à domicile, ou aux infirmiers – ou dans les secteurs qui recruteront demain, notamment le numérique et la transition énergétique.

Pour mettre ce plan en œuvre, nous avons souhaité travailler de très près avec les régions, car ce sont elles qui connaissent le mieux les besoins de leurs territoires, la réalité du terrain.

Myriam El KHOMRI a ainsi signé les conventions régionales du plan 500 000 formations avec plusieurs régions, dont la vôtre, cher président RICHERT.

*

Nous franchissons aujourd'hui une nouvelle étape en disant quels engagements nous prenons ensemble – régions et Etat – pour l'emploi.

Le premier engagement, c'est que le parcours des demandeurs d'emploi – formation, dispositifs d'accompagnement – corresponde mieux aux réalités des territoires.

Pour cela, les régions qui le souhaitent co-piloteront, avec l'Etat, le service public régional de l'emploi, l'orientation des crédits nationaux de la formation et le FSE sur le périmètre de leur délégation de compétence.

Les régions pourront, en mobilisant leurs moyens en matière de développement économique et de formation, conventionner avec Pôle Emploi afin d'améliorer les dispositifs d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Le deuxième engagement, c'est que nous voulons faire le maximum pour la formation des jeunes, en développant les formations professionnelles initiales.

Pour cela, nous donnons une nouvelle ambition à l'apprentissage, nous établissons des passerelles avec l'enseignement professionnel. De nouvelles formations seront ouvertes aux métiers de demain. L'Etat et les régions proposent d'ouvrir les titres professionnels à l'apprentissage, d'élargir l'accès à cette filière au-delà de 25 ans, de mettre en œuvre des parcours mixtes renforcés avec l'enseignement professionnel et de soutenir le développement des campus des métiers et des qualifications dans les territoires.

Enfin, troisième engagement : nous voulons affirmer le rôle essentiel des régions pour le développement économique et le soutien ciblé aux PME et aux ETI.

L'Etat et les régions veilleront à ce que tous les leviers de soutien aux entreprises – je pense à la BPI, à l'AFE, à l'Intelligence économique – soient bien en phase avec les stratégies et les orientations régionales. Dans le cadre de la réforme en cours des pôles de compétitivité, l'Etat donnera plus de pouvoir aux régions en matière de coordination et d'animation.

Les politiques publiques seront ainsi, à chaque fois, mises en œuvre par les acteurs qui agissent au bon niveau. Les politiques de l'emploi de chaque territoire seront aussi mieux coordonnées, en lien étroit avec les partenaires sociaux et les branches professionnelles.

**

Moins de deux mois – presque jour pour jour – après le séminaire réunissant tous les présidents de région, nous concrétisons, avec Philippe RICHERT, une nouvelle étape du partenariat entre l'Etat et les régions.

Et je veux saluer l'expérience, le rôle exigeant, bien sûr, de Philippe RICHERT, qui portait la parole de l'ensemble des régions.

Ce partenariat, qui se bâtit dans un climat de travail constructif, respectueux des contraintes et des ambitions de chacun, doit se poursuivre. Nous nous sommes donné un nouveau rendez-vous avant l'été ; j'ai proposé qu'il y ait des rendez-vous réguliers – au moins quatre par an – pour un vrai changement de culture. Et nous aurons l'occasion d'évoquer notamment la question des finances locales, des ressources des régions mais aussi des transports, à l'occasion de notre prochaine réunion – que nous préparons, bien sûr, ensemble.

Au fond, il est là, l'esprit de la décentralisation que nous mettons en œuvre depuis plus de 30 ans : donner aux territoires et à l'Etat les moyens d'agir au plus près des Françaises et des Français. Ce mouvement, nous le poursuivons, nous l'approfondissons aujourd'hui.

Les 12 régions hexagonales, la Corse, les régions de nos territoires d'Outre-mer ont un rôle essentiel : elles incarnent la France des territoires. Leurs présidents et leurs présidentes incarnent cette France des territoires, cette nouvelle relation avec l'Etat, qui doit être efficace et concrète.

Monsieur le président,

Je souhaite que les régions – mais je sais l'impulsion qui sera donnée par le président Philippe RICHERT – se retrouvent. Et le dialogue, nous l'aurons : avec chacun des présidents, avec

chacun des exécutifs, avec leurs particularités, leurs attentes – parce que nous vivons aussi une période politique passionnante et animée.

Mais ce que nous mettons en œuvre – et je l'ai redit, il y a un instant, au président RICHERT – c'est sur un temps long. Les régions sont élues pour six ans ; elles ont un immense travail à faire, notamment quand il s'agit d'assurer le regroupement de plusieurs régions. C'est le cas en Rhône-Alpes – Auvergne, et c'est le cas, évidemment, dans votre région, monsieur le président, pour ne prendre que ces deux exemples.

Les régions ont besoin de l'Etat, et l'Etat a besoin des régions. Dans tous les domaines, nous pouvons avancer ensemble. J'ai parlé des problèmes financiers, ce sera un des rendez-vous du mois de juin, pour préparer la loi de finances 2017 ; le problème des transports, qui est majeur, avec des expérimentations de transferts de TER vers les régions – toutes ne le feront pas au même rythme ; je pense, aussi, à la révision des contrats de plan Etat-région.

Sur tous ces sujets-là, nous travaillerons, et nous travaillerons bien avec les régions. Chacun avance, chacun est libre, et nous ferons un point, un bilan, notamment pour ce qui concerne les 500 000 formations. Je crois que chacun doit participer – dans le respect du rôle de chacun – à cet effort-là : les Français nous attendent sur la question de l'emploi et de la formation.

Merci à tous.
